

Lecture de José Angel García de Cortázar, *La sociedad rural en la España medieval* (1988)*

Roland VIADER
C.N.R.S., Toulouse

Comme son titre l'indique, le livre de José Angel García de Cortázar traite de la société rurale dans l'Espagne médiévale ; l'ouvrage se situe à mi-chemin entre le manuel et l'essai de synthèse. D'emblée, ces deux remarques sont une façon de souligner les limites de toute critique qui prétendrait dégager de ce livre une pensée et une démarche historique sur les communautés d'habitants. On doit noter d'abord que ce n'est pas le lieu où trouver une réflexion théorique sur ce sujet, et relever au demeurant que l'auteur s'y est essayé en d'autres circonstances¹. On ne saurait attendre non plus de ce travail une mise en œuvre directe des sources, tant il est nécessaire à cette échelle de sacrifier les minuties de l'élaboration à l'ampleur du panorama abordé. On ne peut davantage présumer que toutes les images de la communauté qui se déploient au fil du texte sont des constructions propres de l'auteur ou d'une école de pensée ; la synthèse appelle l'emprunt. Mais à l'inverse, il ne faudrait surtout pas s'imaginer que le travail de García de Cortázar est simplement représentatif de l'historiographie espagnole. Sans même discuter l'originalité de l'historien, il suffit pour s'en convaincre de relever que l'exceptionnel de son projet réside déjà dans sa volonté de synthèse : rares sont, en effet, les études d'histoire rurale du Moyen Âge espagnol qui débordent le cadre des régions.

En somme, il doit être bien clair qu'examiner ce texte sous l'angle des communautés d'habitants ne conduit en aucune manière à juger ni du livre, ni de son auteur, ni de la tradition historiographique dont il relève, et que cela mène encore moins à évaluer une thèse qui n'existe pas. D'une certaine façon, il s'agit de recueillir des bribes qui n'ont pas vocation à faire un exposé ; si par hasard la mise en scène de ces fragments donnait le sentiment d'un discours, il ne serait imputable à personne *a priori*, si ce n'est peut-être à ma tendance au schématisme. Ces réserves faites, et à condition de les garder en mémoire, il n'est pas sans intérêt d'observer les places qu'occupent les communautés locales dans la construction de l'ouvrage. Il y a là, effectivement, de quoi surprendre un médiéviste peu familier du Moyen Âge espagnol, et provoquer en retour quelques interrogations sur nos automatismes de pensée à l'abord de ce sujet.

Au risque de la lourdeur, il me reste à préciser que l'objet de ces lignes, conformément à ce qui a été convenu dans la préparation de la présente rencontre, est de présenter une démarche et un outillage conceptuel. Il n'entre pas dans ma tâche de débattre sur le fond des réalités décrites ou des thèses en présence, non plus que de présenter les fondamentaux de l'histoire rurale espagnole qui sous-tendent naturellement cette approche. On se reportera pour cela à la présentation historiographique de Pascual Martínez Sopena.

I. – La place de la communauté dans l'argumentation d'ensemble

Un simple regard sur le petit index des matières permet une évaluation sommaire des thèmes qui reviennent le plus fréquemment, des notions le plus souvent employées. Le résultat est éloquent qui dégage fermement un premier groupe autour des mots *comunidades de aldea* (18), *comunidades rurales de valle* (14), *concejos* (13), *comunales* (8), *comunidades de villa y tierra* (5), *concilium* (5), *conventus publicus vicinorum* (1). Moins important est le second groupement si on le limite aux termes *señores*,

*. José Angel García de Cortázar, *La sociedad rural en la España medieval*, Madrid/Mexico, Siglo XXI, 1988, 317 p.

¹. « Les communautés villageoises du Nord de la Péninsule ibérique au Moyen Âge », dans : *Les communautés villageoises en Europe occidentale du Moyen Âge aux temps modernes. Actes des Quatrièmes Journées internationales d'histoire de Flaran* (1982), Auch, 1984, p. 55-77.

señorios, *señorialización* (40), mais il faudrait peut-être lui ajouter *dominios monasticos* (16), *abadengos* (5), *realengo* (5), *dominio directo*, *eminente* (4), *dominicatura* (1), et l'on pourrait encore gonfler ce groupe de tous les droits seigneuriaux jusqu'à ne plus savoir où s'arrêter. Enfin, le troisième groupe remarquable est constitué des vocables *ganadería* (25), *trashumancia* (14), *mestas* (13), *pastos*, *pastores* (5), etc. Il serait sans doute possible de constituer d'autres familles de noms², mais ces trois ensembles s'imposent assez nettement comme les plus significatifs.

Que la seigneurie soit au cœur des préoccupations d'une synthèse d'histoire rurale du Moyen Âge n'est pas fait pour surprendre. L'importance accordée aux communautés d'habitants et à l'élevage est bien plus singulière. On retiendra donc cette information sur le pastoralisme, mais logiquement on insistera plus volontiers sur l'intérêt accordé au fait communautaire. De toute évidence, la question est cruciale. Cela dit, l'index des matières fournit peut-être une indication supplémentaire. Des 64 renvois que l'on trouve aux mots du groupe « *comunidad* », 27 renvoient à des pages de la première partie (VIII^e-XI^e siècles), 29 à la seconde (XII^e-XIII^e), et 8 seulement à la troisième et dernière (XIV^e-XV^e siècles). Comme le développement des parties est inégal, cela signifie que les renvois de l'index concernent une page sur deux de la première section, moins d'une page sur quatre de la deuxième, et une page sur douze de la troisième. Autrement dit, la communauté est au centre des problématiques concernant le haut Moyen Âge, perd beaucoup de son intérêt par la suite, pour n'être plus aux XIV^e et XV^e siècles qu'un sujet résiduel.

Si ces chiffres n'ont aucune valeur de démonstration, ils n'en permettent pas moins, me semble-t-il, de suggérer l'importance relative d'un thème qu'il vaut la peine de comparer au projet théorique affiché en introduction par García de Cortázar. Seigneurs, paysans et communautés villageoises (*comunidades de aldea*) apparaissent à l'auteur comme une trame commune de l'histoire rurale, du XV^e siècle jusqu'au début du XX^e. L'enjeu serait donc de savoir ce qu'il en fut de ce schéma entre VIII^e et XV^e siècles, de préciser sa prégnance et les voies par lesquelles il s'imposa. Cela reviendrait à s'interroger sur trois sujets : la distribution du pouvoir, la création d'une rente sur la production paysanne et l'évolution du paysage agricole³. L'intention est ici de tourner le dos à une histoire trop exclusivement juridique pour inclure les apports de l'ethnographie des sociétés traditionnelles espagnoles, de la géographie, d'une archéologie pionnière, de la toponymie, de l'anthropologie historique et des thèses d'histoire sociale les plus récentes (en 1988). Pour tenter la synthèse d'une matière hétérogène et fort lacunaire, il est choisi de mettre l'accent sur la matérialisation des rapports sociaux dans l'organisation de l'espace⁴. Et dans cet examen de la territorialisation des rapports sociaux, García de Cortázar pose logiquement (parmi d'autres) la question de savoir si toutes les *aldeas* ont donné naissance à des communautés solides et conscientes d'elles-mêmes.

Si l'on m'autorise ce raccourci, je dirai que la complexité du traitement des communautés rurales dans ce livre se dévoile ainsi au travers d'une tension entre l'intention analytique et la répartition des paragraphes consacrés au sujet. La question est abordée d'un côté comme un problème assez classique de genèse progressive au sein du système féodal, mais se présente par ailleurs comme une interrogation cruciale aux origines de la période. La tension n'implique pas la contradiction. La naissance des communautés villageoises est interprétée ici comme un corrélat de la systématisation de l'*aldea*, notion qui recouvrirait approximativement nos villages et hameaux. Dans cette optique, le regroupement de l'habitat, la mise en place des paroisses, le

². Les renvois sont nombreux autour du mot *fueros*, mais il s'agit plus souvent d'invoquer une source que de décrire un phénomène. « Peuplement » et « repeuplement », « agriculture », *casal* et *solar* pourraient aussi faire des groupes assez significatifs, mais de moindre importance.

³. García de Cortázar, *La sociedad rural...*, p. VIII-X.

⁴. *Ibid.*, p. XVII-XVIII. C'est là une voie théorique largement développée ailleurs par García de Cortázar. Voir par exemple : *Organización social del espacio en la España medieval. La Corona de Castilla en los siglos VIII a XV*, Barcelone, 1985 ; *Del Cantabro al Duero. Trece estudios sobre organización social del espacio en los s. VIII a XV*, Universidad de Cantabria, 1999.

développement de la seigneurie, la relégation des liens de parenté, l'organisation des terroirs sont autant de facettes d'un phénomène perçu comme un tout. En somme, il s'agit de retracer la progressive généralisation d'une forme particulière de la communauté inhérente à un système social de production déterminé (*i.e.* le féodalisme), une forme qui n'épuise pas toutes les possibilités du fait communautaire à dimension territoriale. D'autres formes de communautés locales peuvent dès lors être envisagées.

En amont, il ne s'agirait donc plus d'imaginer la naissance des communautés mais leur transformation provoquée par de nouveaux repères sociaux, par la modification des modes de production, par la mutation des structures d'habitat, par l'effacement des anciens systèmes de parentèles, par l'écart croissant des fortunes et des statuts au sein de la collectivité primitive. Cela explique largement l'omniprésence des communautés dans les premières pages du livre ; sous cet angle, le problème est en effet redoutable et j'aurai amplement l'occasion d'y revenir. Il me paraît plus significatif de relever ici une autre limite qui elle aussi fonde implicitement la définition de la communauté villageoise. La notion d'*aldea* s'entend par opposition à celle de *villa*. C'est notamment le cas quand García de Cortázar souligne l'emprise croissante exercée sur les *aldeas* par les habitants des *villas*, ces pôles urbains entre petits bourgs et grandes villes, où se concentraient les pouvoirs administratifs et juridictionnels, et qui furent les premiers à recevoir chartes de peuplement et de franchises. Là encore, il apparaît clairement que la communauté en tant que morphologie élémentaire de la société rurale est distinguée d'autres formes de collectivités d'assise territoriale, en passant outre l'homologie juridique des universités.

Dès ce premier abord, on peut sentir, je crois, ce que les positions prises sur la communauté ont d'original. D'abord, il n'est pas question de considérer comme un fait central l'institutionnalisation des communautés, leur degré de liberté, leur capacité à s'organiser elles-mêmes. Ce qui est mis en valeur, c'est bien plutôt leur structuration par et pour la seigneurie ; c'est la naissance du village entendue comme la genèse d'une architecture profondément féodale. Du même coup, l'avant de la reconnaissance institutionnelle n'a pas de pertinence en soi. Il n'y a pas comme dans le modèle proposé par Chris Wickham⁵ une communauté précédant la commune, une communauté de fait existant avant sa formalisation juridique. S'il faut rechercher une organisation collective préalable, elle est à traquer dans les formes non villageoises, ou à la rigueur pré-villageoises. Dans cette optique, on notera que la quête des origines est un enjeu sensible puisqu'il importe en somme de retracer l'évolution des structures sociales. Au contraire, toute tentative d'explication de la construction institutionnelle des communautés est déboutée par avance pour excès de juridisme. De là, vraisemblablement, provient l'attention décroissante portée aux communautés, très vive aux origines, très effacée pour les XIV^e et XV^e siècles. Pour aller plus loin, il est nécessaire, me semble-t-il de reprendre à grands traits l'argumentation générale du livre. Au vu de ce qui précède, on comprendra que je ne m'attache à esquisser que les principaux développements des deux premières parties.

II.– La communauté du haut Moyen Âge chrétien post-wisigothique

La première partie (54 pages) traite de « la formation de la société rurale hispano-chrétienne du VIII^e au XI^e siècle ». C'est dire – faut-il le souligner ? – que la période wisigothique n'est envisagée qu'à titre d'héritage. Cela ne va pas de soi, et García de Cortázar consacre sept pages à une présentation des principales thèses en présence sur la transition entre Antiquité et Moyen Âge. Faut-il penser la période en termes de continuité, de synthèse ou de rupture ? Même s'il avance très prudemment, l'auteur choisit finalement de présenter l'Espagne wisigothique comme un monde en voie de désagrégation définitivement laminé par l'invasion musulmane. L'idée fondamentale est celle d'une « désarticulation des bases sociales » qui aurait laissé les campagnes du VIII^e siècle abandonnées à elles-mêmes, ouvrant sur un temps de « spontanéité sociale » et de

⁵ *Communautés et clientèles en Toscane au XII^e siècle. Les origines de la commune rurale dans la région de Lucques*, Rennes, 2001.

liberté pour la paysannerie⁶. Ce qui peut sembler relever d'une certaine continuité est donc interprété ici comme un réemploi de structures périmées, acceptées facilement dans les zones anciennement et profondément romanisées comme la Catalogne, et repoussées dans les zones qui avaient « à peine expérimenté ces influences » comme en Biscaye.

L'héritage de l'Espagne wisigothique est alors dépeint à partir de trois modèles qui s'organisent sur une même toile de fond, au demeurant assez classique. L'effondrement de l'État laisse les populations sans défense et les conduit à rechercher la protection de « garanties réelles : la famille, la clientèle d'un noble, la recommandation personnelle », autant de solidarités personnelles et privées qui « subvertissent le schéma politico-social de l'Empire romain ». L'extinction de la vie urbaine fait de la terre l'élément-clé de toute fortune. Les petits propriétaires sont contraints d'abandonner leurs biens aux plus puissants et de se transformer en colons. Les grands arrondissent leurs possessions, entourent leurs domaines d'immunités, y ajoutent des prérogatives fiscales et judiciaires, se dotent de petites armées privées. Leurs esclaves sont chasés et tendent à devenir des serfs. Les statuts perdent de leur précision, et les pauvres se confondent dans la dépendance envers un *dominus* et *patronus*. Les Wisigoths qui ont des statuts différenciés et connaissent des relations de dépendances personnelles se coulent fort bien dans cette évolution.

Le premier des « trois modèles d'organisation sociale du monde rural hispanique » est celui de la *villa* ou grande exploitation. Ici, le chasement donne naissance au domaine biparti et à la confusion des statuts que l'on vient de voir. La *villa* devient une unité foncière sous la coupe d'un seul maître, même si elle n'est pas forcément d'un seul tenant. La possibilité d'une coexistence avec de petites propriétés n'est pas évoquée, non plus que le statut des terres en général et des vacants en particulier.

Le second modèle est celui de la *comunidad de aldea*. Elle est fondée sur la combinaison de deux éléments : l'appropriation individuelle par des familles conjugales des champs, vignes et jardins, et l'appropriation collective des bois et pâturages. Le statut des hommes (éventuellement esclaves) et des terres privées (propriétés ou concessions) importe peu. Il compte moins que l'orientation agricole des exploitations et l'existence de parcelles possédées individuellement. Ces communautés, cela dit, ont pu être principalement le résultat de l'installation de guerriers libres qui ont pu former le *conventus publicus vicinorum* de la loi wisigothique en compagnie de petits propriétaires romains. Mais l'endettement de certains a pu dégrader leurs statuts jusqu'à ce qu'il soit possible de les confondre avec des esclaves chasés. La communauté serait née dans ce cas des liens économiques tissés dans le cadre de l'*aldea*. L'origine de ce cadre, l'origine de l'*aldea* est en revanche laissée dans le flou.

Le troisième modèle est celui de la communauté de vallée ou communauté de terre. C'est de loin le plus étonnant pour qui ne connaît pas l'historiographie espagnole. Il est présenté en deux courts paragraphes dont voici le contenu pratiquement intégral. Ce modèle n'est attesté par aucune source wisigothique, mais il n'est pas difficile selon García de Cortázar de le reconstruire à partir d'informations de l'époque romaine et des éléments que fournissent les documents à partir du X^e siècle. Ceux-ci effectivement font mention de vallées ou de terres qui ne correspondent pas nécessairement à des unités physiques et se rencontrent surtout dans les chaînes pyrénéennes et cantabriques. Ces mentions attestent d'une perception supra-locale de l'espace, et cet espace apparaîtrait comme un cadre d'appropriation pour des groupes de parenté. Dans ces vallées l'économie est essentiellement pastorale, l'agriculture est plus ou moins temporaire, en tout cas soumise à des jachères prolongées. Cela implique le contrôle de vastes espaces et ne favorise pas les installations stables. L'autorité dans ces groupes de parenté repose sur les épaules de chefs, et l'assemblée des chefs de segments similaires constitue un conseil ayant compétence sur tout le territoire occupé par ces groupes. Ce sont eux qui règlent les conflits internes. La force des liens de parenté, stimulée par les activités pastorales, expliquerait la faible sédentarisation. En dessous de ce conseil, fait de « réminiscences tribales », ce modèle serait caractérisé par l'absence de pôles

⁶. García de Cortázar, *La sociedad rural...*, p. 7.

de décision au niveau local, à l'inverse de ce qui se passait dans les communautés d'*aldea* en plein développement.

À partir de ces trois schémas, García de Cortázar envisage l'évolution de la société rurale aux VIII^e et IX^e siècles et la généralisation du modèle de l'*aldea* à travers un double mouvement. Avec l'invasion musulmane, les populations refluent vers les vallées pyrénéennes et cantabriques, puis redescendent légèrement vers la zone de frontière et d'insécurité. Il s'agit des populations les plus impliquées dans la résistance romano-wisigothique, et bien souvent d'aristocrates accompagnés de leurs familles et de leur clientèle. Dans les régions latifundiaires les plus romanisées, ces hommes s'installent sans difficultés majeures en raison tout à la fois d'une certaine identité de culture et de l'existence de terres libres. Quand ils redescendent vers le sud, ils créent des communautés de village parce qu'il y a de grands espaces vierges et que l'insécurité ne favorise pas les liens de dépendance (ce qui contredirait quelque peu l'argument de départ sur la déliquescence de l'État romano-gothique si n'était mise en avant une plus grande disponibilité de terres). En contrepoint, dans les communautés de vallée quasi tribales, les immigrants amènent trois éléments de changement : 1) l'agriculture, 2) une surpopulation qui ne permet plus de vivre de l'élevage et impose une agriculture plus intense, 3) le modèle de la propriété privée qui s'accorde assez bien avec la nouvelle donne agricole. En conséquence, les communautés se disloquent, les populations se sédentarisent, les groupes de parenté s'amenuisent et perdent de leur importance. García de Cortázar rappelle à ce propos que selon Pierre Bonnassie les preuves fournies sur l'existence d'une appropriation de l'espace par ces groupes de parenté ne sont pas concluantes et que l'appropriation privée est largement dominante en Catalogne. Il rétorque à cela que les sources sont peut-être différentes, et que ce qui est valable pour la Catalogne ne l'est peut-être pas pour les régions cantabriques où la force des communautés de vallée pourrait témoigner rétrospectivement de l'existence de ces larges groupes de parenté qui possédaient le sol.

Le X^e siècle est ensuite interprété comme le temps de la différenciation sociale et de la hiérarchisation des rapports sociaux au sein de la communauté de village. À compter du milieu de ce siècle, les textes, en effet, distinguent de plus en plus souvent entre *maiores* et *minores*, entre *milites* et *rustici*, entre *caballeros* et *peones*. En somme, un groupe se différencie par la puissance (le cheval) et le métier de la guerre. Mais dans la structure des oppositions, García de Cortázar propose d'aller plus loin. Les guerriers sont plus riches, ce sont plutôt des éleveurs (comme en témoigneraient les juments du comte de Castille). Les *infanzones* s'opposent aux *villanos*. C'est que la force des premiers repose sur la parenté, sur les liens du sang et la mémoire du groupe ; la famille donne accès aux ressources et aux privilèges de ceux qui se désignent précisément comme enfants. L'inscription territoriale est au contraire le lot de ceux qui vivent de leur travail dans le cadre du village. De la même façon, les *caballeros* et autres *milites* catalans seraient issus de la strate supérieure de l'ancienne communauté, seraient les successeurs des anciens *boni homines* qui géraient les conflits locaux. Mais si l'ascension sociale est le destin des uns, cela ne va pas pour les autres sans appauvrissements ni déclassements. La pression démographique provoque l'explosion des exploitations ; les partages successoraux entraînent la profusion des parcelles que l'on trouve alors en si grand nombre dans la documentation. Cette parcellisation des héritages provoque l'endettement de beaucoup, les entrées en dépendance, la soumission aux forces montantes, aux *milites* et autres *caballeros*, contribuant ainsi doublement à creuser les écarts de fortune.

Le résultat se lit au XI^e siècle. Le grand propriétaire devient seigneur, une notion dans laquelle se confondent l'autorité du roi (qui apparaît là un peu soudainement), « l'autorité du plus ancien ou du plus respecté d'un groupe de parenté, représentant ou gérant de ses intérêts », ou bien encore celle de « l'homme doté d'un pouvoir dont les profils ne sont pas toujours bien définis ». C'est peu ou prou la seigneurie banale qui se cache derrière cette dernière périphrase. Mais l'analyse juridique est contournée tant il paraît difficile de trouver une origine à ce pouvoir après avoir posé l'effondrement des structures publiques pendant quelques siècles. Les exemples donnés (immunité, viguerie) semblent pourtant des plus classiques ; toutefois, il s'agirait là non

pas d'institutions encore vives, mais seulement de reliquats fossilisés dans les coutumes locales (il resterait cependant à s'interroger sur l'influence qu'ont pu avoir ces fossiles sur la « spontanéité sociale » des acteurs). En tout état de cause, appuyés sur ce pouvoir, les seigneurs purent se lancer dans l'édification de châteaux (absents jusqu'à ce point du raisonnement) et, surtout, veiller à ce que les hommes de leur seigneurie ne passent pas sous le contrôle d'un autre. Le résultat de cette politique fut un ancrage territorial des populations dominées, à l'échelle du village, mais également à l'échelle de l'exploitation paysanne. Les seigneurs, en effet, devaient s'appliquer à conserver les rentes qu'ils percevaient sur les familles paysannes, et voulurent pour ce faire assurer leur perpétuation sur une même tenure — *solar*, *casal* ou mas — en interdisant les transactions sur les propriétés paysannes, en prohibant la succession en ligne collatérale, en imposant parfois le transfert du *solar*, du *casal* ou du manse à un seul héritier. Du même coup, ils favorisaient le succès de la famille conjugale.

III.- La communauté dans la société féodale

La deuxième section du livre (« L'expansion du modèle féodal aux XII^e et XIII^e siècle : soumission et hiérarchisation de la société rurale », 124 pages) s'ordonne autour de deux idées principales. 1) Le modèle de l'exploitation des communautés paysannes étant dessiné dans ces grandes lignes, il n'est plus besoin que de l'exporter, de le généraliser, ou à la limite, de le systématiser. 2) Le mouvement général est celui d'une soumission toujours plus forte de la paysannerie, et d'une généralisation des rapports de dépendance et de fidélité.

L'expansion du modèle fut d'abord géographique. Son enjeu était le peuplement et la mise en exploitation des vastes espaces gagnés au sud par la Reconquête, depuis la fin du XI^e jusqu'au XIII^e siècle. Pour ce faire, il suffisait en principe de transposer au sud les structures déjà imposées au nord. Dès le départ cependant, les conditions n'étaient pas les mêmes. De façon un peu caricaturale, on pourrait dire que, du côté du royaume d'Aragon, il fut possible d'exploiter les populations musulmanes qui se trouvaient sur place, et qu'il en résulta une économie assez agricole. Du côté castillan en revanche, l'espace se trouvait vide ou vidé. Pour mettre à profit ces terres rapidement, mieux valait donc avoir recours à l'élevage. Cela entraîna le développement d'une transhumance de grande envergure entre les terres humides du nord et les terres sèches du sud. Mais il fallait aussi attirer des populations chrétiennes, et il était nécessaire pour cela, dans un premier temps au moins, de leur garantir des conditions meilleures que celles qui prévalaient au nord. Les chartes de franchises, les chartes de peuplement, les *fueros* eurent cette fonction. Ils offraient une autonomie certaine aux migrants, une marge de manœuvre qui s'inscrivait cependant dans le cadre conceptuel du monde féodal.

Cela dit, les modalités de la conquête pesèrent également sur l'agencement des nouveaux territoires. Le contrôle de ces vastes espaces s'opérait essentiellement à partir de villes prises sur les musulmans ou par la création de villeneuves, de *villas* dotées de *fueros*, autrement dit, à partir de pôles à vocation urbaine dont la mainmise ne devait cesser de s'affermir sur les villages du pays environnant. Depuis les *villas*, en particulier, on cherchait à contrôler les importants pâturages des *aldeas*. En somme, le conflit couvait entre les habitants de l'*aldea*, paysans et agriculteurs, et les habitants des *villas*, souvent plus riches, et donc *caballeros*, *caballeros* de la *villa*, *caballeros villanos*. Pour ces derniers, l'élevage était le signe et le fondement de la richesse, mais peut-être aussi une activité adaptée à un mode d'existence non exempt de dangers. Les troupeaux permettaient en effet une prompt exploitation des terres conquises, aussi bien qu'un repli rapide des richesses en cas de sursaut musulman. Schématiquement, on pourrait donc dire qu'une même ligne de fracture passait entre élevage et agriculture, entre *caballeros* et *peones*, entre *villas* et *aldeas*. Mais il importe de noter en outre que c'est par le contrôle de la communauté de *villa* que les *caballeros villanos* ont pu mettre la main sur la richesse des pâturages des *aldeas*, et progressivement, sur toute la production villageoise.

La territorialisation nouvelle des rapports sociaux se manifestait, par ailleurs, à travers deux formes de disqualification des anciennes structures de parenté. Dans les *villas*, c'était le fait d'être habitant qui permettait de jouir de privilèges, à hauteur de la richesse de chacun. La ligne de partage passait donc cette fois entre deux sortes d'élite : les *infanzones* qui devaient leur statut à leur filiation, et les *caballeros villanos* qui n'avaient à faire valoir que leur résidence. De façon plus générale, la nécessité du peuplement – qui seul pouvait permettre la production de rentes – impliquait la distribution de terres en lots de petites et de moyennes propriétés, sous des formes plus ou moins assimilées à l'emphytéose. Ces conditions favorisaient la prédominance de la famille conjugale, au demeurant unité élémentaire de la fiscalité sous la forme du feu. Au nord, l'expansion du modèle doit être comprise, pour la même époque, comme sa systématisation ou comme son durcissement. Ce fut, par exemple, le cas pour les tenanciers de *solares* ou pour les tenants-manses de Catalogne auxquels la seigneurie imposa les mauvais usages, l'indisponibilité de la tenure ou son indivisibilité. Ce modèle définitivement cristallisé, García de Cortázar l'articule autour de quatre pôles : la famille, l'*aldea*, la paroisse et la seigneurie.

En premier lieu, il s'agit donc encore une fois de noter la réduction des groupes de parenté et la généralisation de la famille nucléaire parfaitement adaptée à l'idéaltype de l'exploitation familiale que l'auteur baptise *solar* le plus souvent. Il semble que deux intérêts se soient rencontrés : celui des paysans plus ou moins propriétaires qui essayaient à toute force d'éviter la fragmentation de leurs patrimoines en ayant recours à des formes plus ou moins tranchées de préciput ou d'unigéniture comme la *mejora* ou l'*hereditament*, et celui des seigneurs qui voulaient protéger l'intégrité des tenures concédées et des prélèvements que l'on en pouvait ainsi extraire. L'enchaînement des causes est toutefois obscur, puisqu'en définitive l'octroi de parcelles emphytéotiques qui circulaient en toute liberté semble avoir plus ou moins produit le même résultat.

En contrepoint, la consolidation du *solar* familial est perçue tout à la fois comme signe, conséquence et cause de la consolidation de l'*aldea*. Depuis des siècles, en effet, la communauté d'*aldea* aurait apporté aux familles nucléaires le soutien que ne fournissaient plus les larges groupes de parenté en pleine dissolution. Dans ce processus également, seigneurs et paysans marchaient d'un même pas, dans l'intention partagée de rendre la cellule villageoise aussi productive que possible. Globalement, la solidarité économique des communautés ne faisait que croître, cependant que les seigneurs veillaient plutôt à ce que faiblisse leur consistance politique. Sur le terrain, la cohésion croissante des communautés était marquée par la concentration plus ou moins achevée de l'habitat, par la fixation des cultures au plus près des habitats, par la spécialisation des espaces agricoles et leur distinction croissante de l'inculte. L'extension des labours exigeait en outre une meilleure gestion des vacants, le développement de la vaine pâture et l'assolement concerté. Cela se révélait d'autant plus nécessaire que les anciens communaux étaient de plus en plus souvent confisqués par une aristocratie avide d'espaces pour ses troupeaux. *Hereditarii*, propriétaires, *populatores*, simples colons ou tenanciers de toutes sortes, les habitants des *aldeas* vivaient donc dans une sociabilité d'autant plus forte que les contraintes communautaires devenaient importantes, d'autant plus forte que s'appesantissaient la pression démographique et le contrôle seigneurial. Cela dit, la participation de chacun à la communauté était-elle identique ? La question n'est pas abordée.

L'évolution de la paroisse montre un processus totalement convergent. Aux grandes paroisses originelles, dont il est trouvé trace en Galice, dans les Asturies ou au pays basque, succéda à partir du XI^e siècle un réseau beaucoup plus dense d'églises paroissiales aux ressorts évidemment beaucoup plus étroits. C'est dire qu'avec plus ou moins de retard, le mouvement accompagna l'effacement des communautés de vallée et le triomphe de l'*aldea*. De surcroît, les dîmes que l'on se disputait de plus en plus âprement à compter du XII^e siècle ne contribuèrent pas peu à la délimitation des villages. Encore faudrait-il ajouter que la communauté paroissiale, et ce qu'elle supposait d'actions et de sentiments communs, renforçait aussi le poids croissant des structures villageoises.

La seigneurie, enfin, est évidemment le pôle structurant par excellence, le lieu où se fait la synthèse des notations rassemblées jusque là. Pour éviter trop de redites, je serai lapidaire. La seigneurie apparaît désormais sous un visage classique, tout à la fois foncière et juridictionnelle. Elle se nourrit de « loyers », de monopoles, d'exactions, de dîmes. Elle fixe la communauté en distribuant des lots à cultiver, en imposant des mauvais usages à un groupe, puis en lui concédant des *fueros buenos*. Elle impose la famille nucléaire en interdisant la fragmentation des exploitations. Elle s'approprie les vacants, les bois et les pâturages, pour les redistribuer contre versement de rentes aux paysans, ou pour les livrer aux troupeaux de l'aristocratie. Mais le point crucial, me semble-t-il, est la réflexion menée sur les modalités de cette appropriation, qui passait par deux voies principales. Sur la concession de privilèges, il n'est guère besoin de s'étendre si ce n'est pour relever cette résurrection d'un pouvoir régalien. Beaucoup plus originaux, en effet, furent les efforts que firent les seigneurs pour s'introduire au sein des communautés, pour obtenir de participer aux droits que les habitants possédaient sur le territoire de leur village. Dans ce cas, il pouvait s'agir, schématiquement, soit de puiser à volonté dans les ressources collectives et indivises sauf à léser d'autres ayants droit, soit d'acheter une à une les quotes-parts dont disposaient les membres de la communauté. Cette dernière ne semble-t-elle pas dès lors une réalité primordiale bien antérieure à la seigneurie ?

Ce livre dense fournit assurément d'autres éléments de réflexion sur les communautés d'habitants dans l'Espagne médiévale⁷. Je crois néanmoins que les principaux sont là. Quels visages de la communauté s'en dégagent ? De quelles remises en cause peuvent-ils être porteurs ? Quelles limites y peut-on voir ? Je n'aurai pas la prétention de répondre de manière exhaustive et me contenterai de détacher, en guise de conclusion, trois points, à mon sens particulièrement riches de perspectives.

1) Au milieu d'emplois plus relâchés, il y a dans le propos de García de Cortázar une conception très forte, très affirmée de la communauté villageoise : la *comunidad de aldea* est fondamentalement un mode d'organisation de la production. Il repose sur la combinaison d'une exploitation familiale des terres agricoles et d'une exploitation concertée des autres ressources du territoire villageois par ces mêmes familles, essentiellement nucléaires. L'idée est très riche et porte quelques conséquences majeures. Dans cette optique, en effet, les questions classiques héritées de l'histoire du droit, la propriété de la terre, le statut des hommes, le degré d'indépendance, de conscience de soi ou d'institutionnalisation des communautés n'ont plus qu'une importance très secondaire. C'est une voie qui s'ouvre vers un comparatisme très large. Sous cette forme, en revanche, la définition exclut le monde urbain. Mais il serait possible, pour dépasser cette limite, de considérer à quel point la production s'inscrivait là aussi dans un cadre domestique, et d'observer ce que les institutions urbaines organisaient de l'accès aux ressources nécessaires à cette production, et de combien elles contribuaient à renforcer cette structuration domestique du travail et de la redistribution de ces fruits. À l'inverse, on ne voit guère dans les arguments développés ce qu'apporte le village à la construction de cette dualité dans l'organisation de la production, dualité qui pourrait tout aussi bien s'agencer à l'échelle du quartier ou du groupe de villages, par exemple, voire sur plusieurs niveaux simultanément. Au demeurant, il faudrait pouvoir dire en quoi l'exploitation non agricole du terroir était plus communautaire que l'organisation des cultures. Il serait péremptoire et périlleux, me semble-t-il, d'avancer que le travail et la répartition de son produit furent beaucoup plus collectifs dès que l'on sortait des jardins et des champs. N'était-ce pas surtout les modalités d'accès à ces moyens de production non agricoles qui portaient l'empreinte des communautés (quand la famille serait restée l'unité de production fondamentale) ? En la matière, García de Cortázar semble considérer les choses d'un peu loin et admettre tacitement que toutes les familles de *aldea* jouissaient également des droits communaux. La question, au contraire, me paraît aussi cruciale que difficile. En vertu de quels

⁷ Les six questions des pages 147-149, par exemple, auraient peut-être mérité un meilleur sort.

principes avait-on accès aux ressources réservées à la communauté ? Était-ce un droit de tous les habitants ou de certains seulement ? Était-ce un droit des résidents seulement ? Tous les membres de la communauté avaient-ils des droits identiques ? Selon les réponses, les communautés pourraient bien avoir des visages fort contradictoires. Un exemple-clé, je crois, suffit à montrer où peuvent se situer les problèmes : si les seigneurs, comme on l'a dit, ont pu acheter à certains villageois des quotes-parts de droits sur les communaux, c'est que l'accès à ces communaux pouvait parfois être pensé sur un mode de propriété plus que sur le critère de la résidence. J'en retiendrai volontiers deux choses, à savoir que la communauté rurale n'est pas nécessairement une communauté villageoise, laquelle n'est pas forcément une communauté d'habitants, et que, mise à la porte trop rapidement, la question juridique risque fort de revenir par la fenêtre.

2) À maints égards, il me semble que ce livre propose plus ou moins de penser le mode de production féodal à partir du concept de communauté villageoise. Je crois volontiers qu'une telle construction pourrait avantageusement remplacer les modèles fondés sur le rôle prépondérant de la seigneurie, de la propriété, de la tenure ou de la petite exploitation paysanne. Mais cela, bien évidemment, ne va pas sans difficulté, comme de savoir dans quelles conditions peut apparaître un tel système, ou de savoir en quoi il se distinguerait d'autres formes d'organisations communautaires. García de Cortázar en est bien conscient⁸ et présente en somme trois types d'origine : la radicale transformation du grand domaine, la « sociabilité spontanée » des paysans libres et abandonnés à leur sort, la dislocation des communautés rurales de vallée. Dans les deux premiers cas, très classiques, la communauté est un phénomène nouveau ; le troisième, en revanche, oblige à penser la spécificité de la *comunidad de aldea*. C'est ce qui fait sa richesse et son importance dans la conceptualisation des communautés. Dans ce cadre, la communauté de vallée est donc pensée comme un mode de production antérieur. Ceci appelle plusieurs remarques. Le schéma de la transition est d'un évolutionnisme si rigide qu'il en devient suspect : une société essentiellement pastorale devient principalement agricole, l'itinérance cède à la sédentarisation, l'occupation lâche de vastes espaces se transforme en exploitation dense de territoires plus exigus, la propriété collective fait place à la propriété privée (mais ne lui laisse pas encore toute la place), de très larges réseaux de parenté s'effacent au profit de la famille conjugale, la différenciation sociale s'accroît, etc. Par ailleurs, ce schéma est reconstruit à partir de sources du X^e siècle, voire plus récentes encore. Les éléments recueillis sont très inégalement concluants. De plus, on ne voit guère pourquoi les « vallées » et les « terres » attestées seraient très différentes des *agri, territoria*, centaines ou vigueries connus ailleurs, ni pourquoi elles devraient témoigner d'une originelle propriété collective. On ne voit pas mieux ce qui distingue les grandes paroisses des pièves italiennes ou des plous bretons. En outre, il paraît assez hasardeux de faire découler d'une sorte de tradition tribale les possessions communes de quelques parents ; et plus encore, de lier l'existence des vallées à cette hypothétique propriété collective. Il me semble, cela dit, que libérées de ce corset systématique (en admettant par exemple que les communautés villageoises et valléennes sont deux formes de la communauté rurale fondées sur une même dualité de l'appropriation des ressources du sol), plusieurs des pistes suivies par García de Cortázar pourraient se révéler des plus fructueuses. Il paraît assez fondé, en particulier, d'imaginer que l'intensification des cycles culturels ait pu modifier l'articulation des propriétés et provoquer la concentration des terroirs. Il conviendrait alors de s'interroger davantage sur la longue survie des cultures temporaires, sur leurs cadres (villages ou vallées ?), sur leurs formes et leurs significations. Il semble également pertinent de penser que les ressorts vastes des vallées aient eu quelque chose à voir avec les nécessités de l'élevage – sans être pour autant incompatibles avec la structuration de terroirs agro-pastoraux plus restreints. Mais pourquoi admettre une importance décroissante des vallées et du pastoralisme quand s'ouvraient tout à la fois les perspectives de la transhumance et de marchés au rayonnement beaucoup plus ample ? J'inclinerais plutôt à penser

⁸ Cf. « Les communautés villageoises... », art. cit., p. 59.

que la maîtrise des espaces valléens devint alors un enjeu bien plus crucial qu'en un temps de densité moindre de la population où l'élevage se limitait davantage aux besoins de l'autoconsommation. Si l'on défait ainsi l'idée d'une succession de modèles (de la vallée gentilice à l'*aldea* territoriale), la question des modalités d'accès aux vacants retrouve toute son étrangeté. García de Cortázar souligne avec raison que, parfois, les hermes entraient sous forme de fractions d'usage dans les patrimoines familiaux, dans les propriétés privées. Où, et à partir de quand furent-ils pensés comme un attribut de la résidence ? Il se dessine là, effectivement, une ligne de fracture très nette entre une conception territoriale et une conception patrimoniale de l'usage des hermes. Cela dit, penser l'accès aux parties non appropriées du territoire comme un prolongement du droit des propriétaires fonciers n'avait rien d'étranger aux Romains...

3) La communauté rurale n'a pas besoin de la seigneurie pour se constituer. C'est la troisième idée-force de ce livre, susceptible également de bousculer bien des habitudes de pensée. Chacune des conséquences qu'elle comporte mériterait d'être longuement commentée. Comme la liberté et la propriété paysanne, la communauté villageoise est une réalité fermement attestée, très tôt et très fréquemment, bien avant que se multiplient les mentions de seigneurs et de droits seigneuriaux. Du coup, le schéma d'une libération médiévale, d'une conquête des libertés, d'un affermissement des droits paysans et d'une amélioration de leurs conditions n'a ici aucun sens. Le mouvement général est au contraire de soumission croissante, de développement et de systématisation de la seigneurie, même s'il connaît évidemment des contradictions et des temps de reflux. La formalisation juridique des communautés doit donc s'interpréter dans ce mouvement dominant. Par conséquent, le pouvoir des seigneurs n'apparaît pas comme une donnée originelle, comme une cause omnipotente découlant d'un principe autonome. Il importe, au contraire, d'observer comment la seigneurie se construit, comment elle s'extrait de la communauté ou s'immisce en elle pour la contrôler, il faut chercher le plus souvent à voir comment elle met à son service la communauté, comment elle finit par peser sur son évolution. À l'extrême limite, là où des sociétés paysannes semblent livrées à elles-mêmes, il s'agit de comprendre comment fut possible l'émergence d'une aristocratie d'abord, de la seigneurie ensuite. La différenciation sociale, fondée sur une spécialisation guerrière et pastorale (?), pourrait alors être interprétée comme un phénomène endogène, une sorte de contradiction interne à ce mode de production qu'est la communauté rurale. Mais précisément, c'est sans doute la limite du modèle que l'on atteint ici. Les communautés rurales vivaient-elles vraiment dans une totale « spontanéité sociale » ? Les élites locales auraient-elles pu s'en détacher sans trouver l'appui d'une aristocratie régionale ? À quels appels répondaient les guerriers ? N'y avait-il aucune sorte de rentes, de débris de fiscalité, de dîmes susceptibles d'accélérer le processus de différenciation sociale ? N'y avait-il aucun château susceptible de marquer les hiérarchies ? N'y avait-il aucune tradition juridique capable de donner forme aux nouvelles structures de domination ? Est-ce vraiment le réseau familial qui importait ou la nature des biens et des droits que contrôlait ce réseau ? Manifestement, il faut pour comprendre l'évolution de la communauté rurale, introduire des réalités sociales qui en débordent le cadre conceptuel. Il n'en reste pas moins que l'on gagnerait certainement à penser les transformations de la communauté rurale par la seigneurie, plutôt que de s'interroger sur l'émergence de la communauté à partir de la seigneurie. Cela mènerait au moins à se poser quelques questions sur la seigneurie dont il s'agit. Une communauté, s'interroge García de Cortázar, est-elle plus solide de n'avoir qu'un seul seigneur ? Je renverserais volontiers le problème. N'est-ce pas quand la seigneurie était multiple qu'il importait surtout de définir la communauté, ne serait-ce que pour garantir les droits que chaque sire en pouvait escompter ? L'acharnement des seigneurs à clouer au sol les rapports sociaux a été abondamment noté. Visait-il à les protéger des paysans ou des seigneurs concurrents ? La réponse me paraît évidente. Je serais enclin à penser que cela n'est pas étranger à la transformation des communautés rurales en communautés d'habitants.